

*Initiatives ministérielles*

et d'accroître l'efficacité de ces derniers, dans les années à venir.

Le budget de février faisait part de nos progrès pour ce qui est de parvenir à un excédent de fonctionnement et à l'accroître. À notre arrivée au pouvoir, le gouvernement fédéral dépensait 16 milliards de plus pour ses programmes—c'est-à-dire, toutes les dépenses moins les frais d'intérêt—qu'il ne percevait de recettes. En d'autres termes, nous avions un déficit de fonctionnement. Or, à l'heure actuelle, au lieu d'un déficit, nous avons un excédent. Nos dépenses de programmes sont inférieures de 9 milliards à nos recettes. Cela représente un redressement de 25 milliards de dollars en cinq ans seulement. Grâce à une excellente discipline et à une bonne gestion, les dépenses de programmes, qui représentaient 19,5 p. 100 de l'économie en 1984, ont été réduites à 16 p. 100 cette année, soit leur plus bas niveau en 20 ans.

Le problème de déficit auquel nous avons dû faire face à notre arrivée au pouvoir n'était pas attribuable simplement à de trop grandes dépenses. En proportion du revenu national, les recettes fédérales diminuaient depuis le milieu des années 1970. Cela était dû à un certain nombre de facteurs, notamment la croissance des allègements fiscaux et les lacunes de la taxe fédérale de vente, c'est-à-dire l'ancienne taxe sur les ventes des fabricants que nous sommes sur le point de remplacer. Nous avons supprimé ces allègements fiscaux et les échappatoires et accru les recettes du gouvernement. À la suite de ces mesures, nous sommes parvenus à un changement de structure fondamental dans l'équilibre des dépenses et des recettes. Il est important de noter que 70 p. 100 des progrès en question sont imputables non pas à l'augmentation des recettes, mais bien à la compression des dépenses.

Nos progrès vers un meilleur équilibre fiscal n'ont pas été faciles. C'est une tâche ardue. Nous ressentons tous, sans aucun doute, les effets des mesures qui ont dû être prises, afin de protéger et de mieux assurer notre avenir. De nombreux Canadiens ont dû faire face à des ajustements difficiles au cours de cette période. Cependant, les résultats économiques ont été considérables et continuent de l'être. L'économie a connu plusieurs années de croissance, sept; en fait. L'emploi a progressé de façon soutenue au cours de cette période. Les revenus après impôts ont augmenté. Les possibilités économiques se sont multipliées et la lutte à la pauvreté s'est faite au moyen de la création d'un plus grand nombre d'emplois, la meilleure arme qui soit pour lutter contre ce fléau.

Il est vrai que notre dette nationale, qui s'élevait à 200 milliards de dollars lorsque nous sommes venus au pouvoir en 1984, est passée à 350 milliards, mais plus de 80 p. 100 de cette augmentation vient du remboursement des

intérêts composés sur le montant original. Voilà qui montre l'importance de nous libérer de l'obligation d'emprunter pour payer les intérêts sur la dette passée, et qui explique pourquoi le déficit est toujours de 30 milliards de dollars actuellement, même si nous avons réduit nos dépenses depuis cinq ans et pris des mesures pour accroître nos recettes fiscales. Ce n'est pas une mince tâche de renverser la vapeur quand un déficit est de 200 milliards de dollars.

Cependant, le budget établit un plan de contrôle des dépenses qui assure la croissance soutenue de nos excédents de fonctionnement. Ce plan nous libérera du cercle vicieux de la dette. Mais pour qu'il fonctionne bien, nous devons réduire le fardeau que représente la croissance rapide des paiements d'intérêts. Et pour ce faire, nous devons prendre des mesures fermes pour neutraliser la plus grande menace qui nous attend sur la route du progrès fiscal et économique: l'inflation.

Après sept ans de forte croissance, l'économie a dépassé sa capacité de production. Ce phénomène a alimenté l'inflation, une inflation dont le ralentissement économique actuel allège les pressions qui demeurent quand même encore trop fortes. Nous devons donc réduire le taux de l'inflation le plus vite possible pour pouvoir ensuite nous attaquer aux taux d'intérêt. Nous pourrions ainsi redonner à l'économie un rythme d'expansion plus soutenable, voire marquer encore d'autres points dans la réduction du déficit.

La perspective de réduire l'inflation et les taux d'intérêt dépend du contrôle que nous exercerons sur les coûts. Une politique de prix responsables et de limitation des hausses salariales nous garantira une économie qui garde sa capacité de croissance et reste capable de produire des recettes. Depuis 1984, les hausses salariales accordées dans la fonction publique fédérale sont restées sous le taux d'inflation et inférieures aux hausses accordées dans le secteur privé. Le budget réaffirme l'attachement du gouvernement à ce genre de contrôle des salaires.

Il n'existe pas de solution miracle pour régler nos problèmes économiques et financiers et pour abaisser nos taux d'intérêt. Nous devons nous attaquer aux causes des problèmes et non pas aux symptômes. L'expérience démontre que les taux d'intérêt sont un symptôme et que l'inflation est une cause.

Les mesures annoncées dans le budget aideront à alléger les pressions inflationnistes et instaureront un meilleur climat pour l'abaissement des taux d'intérêt. Par voie de conséquence, cela devrait nous permettre de réduire le déficit au cours des années qui viennent. L'abaissement du taux d'inflation et des taux d'intérêt et la réduction du déficit auront des effets réciproques, ce